

MAJ MAGAZINE

Le journal du Mouvement d'Action des Jeunes

Planification familiale

Ma sexualité, Mon droit, Ma vie

Masculinité positive

Ma voix compte

Non aux GND

Je suis jeune, Je suis activiste

Education sexuelle complète

Une contraception, Un choix

Non aux VBG
demandes mon consentement

Le MAJ engagé pour le plaidoyer des droits sexuels en Afrique



Une publication des jeunes rendue possible avec le soutien de l'IPPF Région Afrique et de ses Associations Membres



Unissons-nous

Stratégie 2028 de l'IPPF

Unissons-nous

Nous sommes une fédération d'envergure mondiale. Nous regroupons 120 organisations indépendantes et un Secrétariat. Nous **nous unissons** en faveur de la santé et des droits sexuels et reproductifs, par la fourniture de soins et la promotion des droits humains. En tant qu'organisations et en tant qu'individus, nous sommes engagés envers la santé de nos pays et de nos populations. Dans les petits États insulaires et sur tous les continents, notre travail a un sens et de l'impact. Nos actions de proximité et nos cliniques font partie intégrante des communautés d'où nous sommes issues et des sociétés où nous habitons. C'est une démarche qui compte. Une démarche au cœur de l'influence que nous avons sur le cours des choses.

Le monde où nous vivons change et change rapidement. Les nouvelles générations naissent et grandissent dans un monde de cybertechnologies, de communications de masse et d'innovations. Certes, certains progrès sont faits, certains droits sont réalisés pour certains. Il n'en demeure pas moins que le monde est complexe et les gains sont fragiles. Les effets dévastateurs des crises humanitaires, du COVID, du changement climatique, de politiques machistes et de l'injustice structurelle sont aussi visibles que palpables pour des millions de personnes. Non pas à l'avenir. Mais dès aujourd'hui. Les écarts de richesse se creusent, au sein de sociétés déjà profondément inégalitaires et entre elles. Les droits sexuels et reproductifs sont attaqués : les droits des femmes et les droits LGBTQ+. Et les impacts sont réels, ressentis par des milliards de personnes.

Il est urgent d'agir. D'agir à grande échelle et résolument. Depuis 70 ans que nous existons, l'IPPF a su afficher son courage, et parfois sa colère.¹ Nous avons tenu parole. Nous avons défendu la justice et l'égalité. **En cette ère nouvelle**, nous nous engageons à renforcer notre action féministe qui garantit la liberté des choix relatifs au corps, à la vie sexuelle et au bien-être de chacune et chacun. Toutes et tous devraient jouir d'une vie sexuelle saine et pleine de plaisir **et aussi** d'une vie exempte de violence, de honte ou de criminalisation. Nous savons que rien n'arrêtera l'amour. Et nous nous unissons pour soutenir les femmes, les jeunes et les personnes marginalisées et exclues. **Par les soins que nous fournissons, les actions que nous menons et la solidarité que nous encourageons.**

Et nous n'agissons pas en vase clos. Notre action est étroitement liée aux luttes plus larges en faveur des droits humains, de la survie climatique, de la justice sociale et de l'égalité. D'où notre décision en tant que fédération de **nous unir** à d'autres secteurs et d'autres acteurs afin de transformer les communautés et les pays dans lesquels nous vivons. De les transformer pour le mieux. De participer activement à donner corps à ce nouveau monde. C'est là notre engagement.

¹ Sultters, Beryl, « Be Brave and Angry: Chronicles of the International Planned Parenthood Federation » (IPPF, 1973).

Unissons-nous



Sommaire

Editorial

« YA », le vœu de la jeunesse et de l'engagement.....	P.1
Le forum mondial des jeunes s'est conclu sur 7 recommandations pour un véritable engagement.....	P.2
Aperçu historique du MAJ.....	P.2
Avortement au Mozambique, le combat continue.....	P.3
Un engagement payant pour l'ABPF et le MAJ.....	P.4
Le Kenya en mode engagement des jeunes en 3 D.....	P.5
L'UA et l'IPPF unies pour la jeunesse du continent	P.6
Le MAJ CONGO veut profiter de la loi Mouébara.....	P.8
Les membres du Maj Congo à l'œuvre.....	P.8
Le MAJ TOGO accompagne le gouvernement.....	P.9
Kampala favorable aux droits sexuels et opposé aux VBG.....	P.9
MAJ MALI multiplie les initiatives.....	P.10
Le sacre de PPAG.....	P.10
« NenanaBinti », la ligne sécurisée pour parler de la sexualité.....	P.11
YENKASA : Ghana libère la parole sur la sexualité.....	P.12
Une application au service de la santé sexuelle et reproductive.....	P.13
Ouganda : une radio consacrée à la santé sexuelle et reproductive.....	P.14
Plaidoyer pour prendre en main nos droits.....	P.15
Joyce AYONG: la jeune camerounaise membre du Conseil d'administration de l'IPPF	P.16
En images, Claudia Lawson, membre du MAJ Ghana lors de la semaine européenne d'action pour les filles à Bruxelles.....	P.16

Equipe de coordination du projet:

Bienheureux
NKOUNKOU
Felmy ITIMBOU
Jovial NGABIE

Rédacteur en chef :

Passi BIBENE

Equipe de rédaction:

ABU HUSEEIN
BITSY Onécia
BOUAKA Yawo Jean-Pierre
CHINHAME Juvêncio Al-fredo
MOUYIDI SAÏRA GUMAEL
Hayathe AYEVA
KOUSSOU MBOUSSI Christian
LANGA Angéline
NGO MAA Julienne Lucesse
MAGDALENE Dorto
Ritah Anindo Obonyo
VODOUNHESSI Amour Dieu-Donné



Editorial

« YA », le vœu de la jeunesse et de l'engagement

Afin de boucler l'année 2022, les jeunes du MAJ se sont donnés pour objectif de produire un périodique dit « YA » magazine. En le créant, les jeunes de l'Afrique francophone, lusophone et anglophone ont voulu s'affirmer par leurs différentes actions. « YA » Magazine est une nouvelle formule de l'engagement des jeunes africains pour la santé sexuelle et reproductive. Il s'agit aussi d'une manière de présenter ce que font les jeunes.

« YA » n'est pas que le diminutif du Mouvement Action Jeunes. « YA », c'est aussi une façon de dire « Yes we work, yes we can ». Un moyen de clamer haut et fort que le MAJ assure, le MAJ travaille.

À quelques jours de la nouvelle année et face à la détermination d'œuvrer pour le bien être de l'Afrique notamment sur l'avenir de la jeunesse africaine, une équipe des jeunes du MAJ a fait le choix d'écrire pour rendre compte des actions sociocommunitaires souvent loin des projecteurs des médias classiques.

Pour cette première édition, les jeunes MAJ issus des différents pays donnent un aperçu sur ce qu'ils font et ont déjà pu faire et aspire faire. L'occasion est aussi indiquée pour interpeller les

dirigeants... Toutes les personnalités, politiques bien sûr, mais aussi celles du monde économique, médi-cal, sportif et culturel. L'occasion de demander des explications, de mieux comprendre les décisions qui nous engagent tous mais aussi de saluer le bon travail ou les bonnes actions, quand c'est le cas. Cette tribune ponctuelle permettra également de débattre sur les différents sujets qui préoccupent la jeunesse et l'ensemble des pays africains. Tous les pays ne sont pas au même niveau. Et tous les jeunes ne seront pas du même avis mais ils auront l'occasion de défendre leur point de vue et d'apporter collectivement leur pierre à l'édifice ainsi que leur argumentaire pour tenter de convaincre. Ils y parviendront quelques fois. Irriteront aussi. Mais le plus important : ils pourront, dans un espace libre et respectueux, se faire entendre.

La jeunesse, plus que n'importe quelle catégorie, souffre des clichés en rapport avec la délinquance, connaît en plus une décennie très compliquée. Entre la crise économique qui a débuté en 2008, le chômage de masse, la précarité sociale et maintenant une double crise sanitaire (IST, VIH/SIDA et Covid 19) qui empêche tout. Et dans de nombreux domaines, la jeunesse

est tantôt « espoir », tantôt « défis » à relever. Et pourtant, nos jeunes sont debout. Mobilisés pour faire reculer les IST, le VIH/SIDA, les violences basées sur le genre, et faire avancer les droits sexuels, l'éducation à la santé sexuelle et reproductive pour tous, etc. A la limite de leurs moyens, avec leurs convictions et le prisme de leur mouvement juvénile. N'est-ce pas déjà beaucoup ? Alors, en toute humilité et parce que la fonction d'un périodique est d'informer la société, nous faisons confiance à tous les jeunes engagés et remercions tous ceux qui nous accompagnent dans cette lourde mais salvatrice tâche.

Dans cette optique, la commémoration de cette nouvelle édition de la journée mondiale des droits humains vient à point nommé. Elle est l'occasion de rappeler aux dirigeants du monde en général et de l'Afrique en particulier à tenir leurs promesses pour des actions juvéniles conformes aux objectifs de développement durable et aux programmes de développement en Afrique. L'heure n'est plus aux promesses ni aux longs discours mais aux actions concrètes et impactantes.

Hayathe AYEVA



Le forum mondial des jeunes s'est conclu sur 7 recommandations pour un véritable engagement

Les jeunes de l'IPPF venant de toutes les régions du monde ont formulé sept recommandations pour réaffirmer la nécessité d'assurer la participation des jeunes dans les instances de prise de décisions et de développer de nouvelles approches pour un engagement significatif des jeunes au sein de la Fédération, principalement dans les Associations Membres. C'était lors de leur Forum Mondial à Bogota en Colombie le 21 Novembre 2022.

Nous, délégués du Forum Mondial des Jeunes, recommandons à l'Assemblée Générale de :

- 1 S'engager clairement dans la mise en œuvre d'une stratégie significative de l'IPPF pour les jeunes, notamment à travers des objectifs concrets permettant d'évaluer les améliorations en incluant les groupes marginalisés.
- 2 Assurer l'implication directe des jeunes dans le processus de changement de la marque IPPF, les stratégies locales et mondiales de communication numérique et d'éducation, telle que l'Education Complète à la Sexualité.
- 3 S'assurer que l'IPPF donne la priorité au financement de base des six réseaux et programmes régionaux, indépendamment des autres AMs.
- 4 Cocréer et s'engager dans les programmes d'apprentissage pour renforcer nos capacités et stratégies de gouvernance au sein des structures.
- 5 Cocréer et s'engager dans une plateforme régionale et ou mondiale où les jeunes peuvent partager et se connecter, à la fois au sein des AMs et des réseaux régionaux de jeunes.
- 6 S'assurer que les AMs dans chaque pays sont des espaces plus sûrs et sécurisés où la participation de tous les jeunes est acceptée et encouragée.
- 7 Créer un programme de mentorat au niveau mondial et national, afin de permettre une croissance intergénérationnelle et un développement durable de la Fédération.

Bienheureux Elvic NKOUNKOU

Aperçu historique du Mouvement d'Action des Jeunes (MAJ)



Aujourd'hui opérationnel dans plus de 35 pays à travers l'Afrique, le MAJ qui est constitué des jeunes âgés de 10 à 24 ans a été créé en 2004 sur décision du conseil régional de l'IPPF Région Afrique (IPPFRA). Il a été officiellement lancé à Nairobi le 5 juillet 2005, lors du premier forum régional des jeunes de l'IPPFRA.

Le MAJ a comme vision de faire naître un monde sans discrimination, où chacun a la liberté de décider de sa

sexualité et de son bien-être. Il fixe comme objectif un modèle de participation des jeunes qui leur permet: de faire du plaidoyer ; d'être entendus ; de devenir au niveau de leurs AMs puis aux niveaux sous régional et régional, des partenaires actifs et égaux ayant leur mot à dire dans l'allocation des ressources de programmes et dans la prise de décisions liées à la gouvernance.

Onécia BITSY

Avortement au Mozambique, le combat continue

Malgré l'adoption de la loi sur l'avortement en 2014, l'interruption de la grossesse reste un sujet tabou au Mozambique. Au quotidien, les jeunes du MAJ luttent contre les fausses croyances et pour l'accès aux avortements sécurisés.

Dans les écoles, les mouvements associatifs et autres milieux fréquentés par les jeunes, les membres du MAJ Mozambique multiplient les sensibilisations afin de renseigner sur les avantages de l'avortement sécurisé. L'objectif de ce travail acharné est de montrer que la loi sur l'avortement au Mozambique vise à sauver des vies et non le contraire. Les sensibilisations réalisées par les membres du MAJ sont également des occasions de plaider pour la création des mécanismes légaux assurant aux filles la possibilité de faire le meilleur choix pour leur maternité.

Grâce au plaidoyer développé par le MAJ en collaboration avec des entités gouvernementales, en 2017, le ministère de la Santé a approuvé des directives cliniques et juridiques pour mettre en œuvre la nouvelle législation sur l'avortement.

à une interruption volontaire de grossesse sur demande pendant les 12 premières semaines de grossesse. Les avortements doivent être pratiqués dans des établissements officiellement désignés par des praticiens qualifiés.

Malgré cela, la connaissance de la loi sur l'avortement et l'accès à des services d'avortement sécurisé aboutissent à ce que de nombreuses femmes et filles se voient refuser un avortement sécurisé.

Le rapport du Groupe inter-institutions sur l'estimation de la mortalité maternelle indique que 6,7% des décès maternels sont dus à des complications liées à l'avortement. La prévalence de ce problème a des conséquences directes sur la santé et les droits reproductifs des femmes et des filles.

LANGA Angéline

La loi sur l'avortement au Mozambique autorise les femmes à procéder légalement



Modification de la loi sur l'avortement au Bénin

Un engagement payant pour l'ABPF et le MAJ



Photo de famille MAJ, ABPF et parlementaires béninois

En Octobre 2021, l'Assemblée Nationale du Bénin a adopté à l'unanimité la modification de la loi n°2003-04 du 03 Mars 2003 relative à la Santé Sexuelle et à la Reproduction en République du Bénin. Les conditions d'accès à l'avortement dans ce pays ont été revues et élargies grâce à l'action de l'Association Béninoise pour la Promotion de la Famille (ABPF) avec l'implication et la participation des membres du MAJ-BENIN.

Un « plaidoyer intensif ». C'est en ces termes que l'Association Béninoise pour la Promotion de la Famille (ABPF) et le MAJ-BENIN résumant leur apport en faveur de la modification de la loi sur l'avortement. Pourtant, l'action de cette organisation de la société civile a fait un peu plus que cela.

En effet, avant la modification de la loi, les jeunes du MAJ et autres membres de l'ABPF ont joué un rôle important dans le changement social à travers les sensibilisations et les dialogues communautaires. Ces sensibilisations ont été élargies à l'endroit des parlementaires ainsi que certains fonctionnaires évoluant dans les ministères en charge de la santé et la jeunesse.

D'autres structures associées lors des ateliers de formation ou de

sensibilisation sont le Collège National des Gynécologues Obstétriciens et le Groupe Parlementaire Population et Développement. Ce dernier a effectué des missions des descentes sur le terrain pour écouter les populations.

Toutes ces initiatives ont enfin porté leurs fruits et permis de faire évoluer la loi relative à la santé sexuelle et à la reproduction au Bénin. Désormais, la femme béninoise peut demander un service d'avortement lorsque la grossesse est susceptible d'aggraver ou d'occasionner une situation de détresse matérielle, éducative, professionnelle ou morale incompatible avec l'intérêt de la femme et/ou de l'enfant à naître.

Cette avancée a placé le Bénin au rang des pays ayant une loi progressiste sur les Droits Sexuels et Reproductifs. Il reste désormais la prise de décret

d'application de la nouvelle loi et la clarification des valeurs pour contrer la forte opposition religieuse et sociale.



VODOUNHESSI Amour Dieu-Donné

Le Kenya en mode engagement des jeunes en 3D



RHNK YPP during community outreach distributing condoms

Le réseau kenyan en santé reproductive (RHNK) s'appuie sur le mentorat et le partenariat pour s'assurer de l'engagement des jeunes en faveur de la santé et du bien-être.

La vulnérabilité des adolescents et des jeunes en matière de santé sexuelle et reproductive n'émane pas seulement de facteurs physiologiques et comportementaux. D'autres facteurs sociaux et de développement complexes alignés sur le développement de leur cycle de vie sont des contributeurs clés. Il est donc essentiel que les programmes soient centrés sur leur besoin de développement, incluant ainsi le mentorat pour la durabilité et des meilleurs résultats. A RHNK, les programmes sur les adolescents et des jeunes sont guidés par une stratégie jeunesse de 3 ans.

La stratégie jeunesse décrit différents niveaux d'engagement avec les jeunes, notamment le mentorat, le partenariat et la multiplication. Cela garantit que les voix, le leadership et l'expertise des jeunes sont intégrés à l'organisation et qu'un espace de prise de décision égal est fourni.

Le pilier de mentorat du Réseau de santé reproductive du Kenya est ancré sur la reconnaissance que les

jeunes défenseurs, les jeunes volontaires, les pairs éducateurs et les autres jeunes impliqués dans les programmes pour les jeunes font partie de la population de jeunes desservie. Avoir un plan de transition et adopter un soutien entre pairs favorisent le soutien social, un modèle de rôle positif et a le potentiel de créer un effet d'entraînement dans la création des ressources pour les jeunes.

Dans le cadre du pilier du mentorat, les jeunes formés ont la responsabilité de s'assurer qu'ils atteignent de nombreux autres jeunes avec les connaissances et les compétences acquises lors des différentes sessions de formation. Au sein du réseau, ils sont également encouragés à tenir la main des futurs jeunes défenseurs et à leur fournir un soutien individuel sur les questions de SDR et de plaidoyer. Dans ces engagements, le partenariat est considéré comme un pilier clé parallèle à la programmation de la SRAJ. L'organigramme des adolescents et des jeunes au sein du Reproductive Health Network Kenya est constitué de jeunes défenseurs et volontaires au niveau inférieur, suivis des membres du comité des jeunes.

Les jeunes défenseurs sont composés de divers groupes de jeunes formés

pour fournir des informations et des références en matière de santé sexuelle et reproductive dans leurs communautés respectives. Ils assument également des rôles de plaidoyer à la base, au niveau des comités et au niveau national.



La conférence scientifique annuelle sur les adolescents et les jeunes organisée par RHNK a continuellement fourni des opportunités de leadership aux jeunes du réseau RHNK, de formations sur la rédaction de résumés, mais aussi des opportunités de réseautage et de mentorat. Ils bénéficient également d'une plateforme pour générer et diffuser des évidences/ faits relatives à la santé et aux droits sexuels et reproductifs.

Ritah Anindo Obonyo

L'UA et l'IPPF unies pour la jeunesse du continent

Par la formation, le plaidoyer pour plus d'implication dans les organisations de jeunesse et la collaboration avec les MAJ, l'UA et l'IPPF s'emploient à créer les conditions pour la promotion des jeunes africains.

Selon la vision de l'Union africaine, les jeunes sont les futurs leaders du continent. Aussi, la protection et la promotion de leur dignité et de leurs droits doivent être une priorité dans les politiques et cadres internationaux, régionaux et nationaux. Leur santé et leurs droits sexuels et reproductifs (SDSR) sont une partie cruciale de leur vie, qu'ils soient sexuellement actifs ou non. Il est donc crucial de reconnaître le rôle important que les jeunes peuvent jouer dans la prestation efficace de SDSR en Afrique. Ils sont les mieux placés pour exprimer leurs besoins, leurs réalités et définir leurs problèmes ainsi que des solutions innovantes pour y répondre. L'article 11 de la Charte africaine de la jeunesse décrit les engagements des États à assurer la participation des jeunes dans tous les aspects de la société, y compris les organes décisionnels parlementaires, et à développer et soutenir des mécanismes de participation des jeunes à tous les niveaux de prise de décision et de participation aux décisions qui les concernent, y compris ceux concernant leur santé et leur bien-être.

L'impératif des politiques en faveur des jeunes

Les jeunes sont soumis à des dynamiques de pouvoir qui influencent leur participation significative à la prise de décision, en fonction de leur âge, de leur orientation

sexuelle, de leur statut socio-économique et de leur appartenance ethnique, qui contribuent également à façonner leur identité. Il est donc impératif de renforcer leur capacité à contribuer de manière significative aux processus d'élaboration des politiques aux niveaux national, régional et mondial. Grâce au projet conjoint UA/IPPF, l'IPPF a assuré des discussions continues et fructueuses avec les membres du Conseil consultatif de la jeunesse (CCJ), les membres du mouvement d'action des jeunes (MAJ) et les réseaux de jeunes, en les impliquant dans les différentes activités et processus au sein de la Commission de l'Union africaine (CUA). L'IPPF, en collaboration avec ses membres MAJ, s'efforce de faire progresser les politiques et les cadres de l'Union africaine qui renforcent l'accès à la santé et aux droits sexuels et reproductifs (SDSR) ainsi qu'à l'éducation sexuelle complète. Cela se fait par le biais de discussions entre les décideurs politiques et les jeunes d'une part, puis entre la direction de la CUA et les jeunes membres engagés avec l'IPPF d'autre part.

Plus de 25 000 jeunes mobilisés

Grâce au projet conjoint UA/IPPF, les jeunes membres ont été inclus dans différentes plateformes de conversation sur des questions telles que la santé et le bien-être, le genre et l'engagement



des jeunes des jeunes dans différents genre et l'engagement des jeunes dans différents moments internationaux clés tels que la Journée internationale de la jeunesse, la Journée internationale de la fille et la Journée de la jeunesse africaine. Plus de 25 000 jeunes ont été mobilisés jusqu'à présent grâce à des activités conjointes entre l'UA et l'IPPF, des campagnes, des conversations, des événements et des formations. Tenue le 8 octobre 2021 sous thème : « Génération numérique, pas sans filles », la session Egumeni, par exemple, a facilité un échange entre les défenseurs des jeunes et les responsables sur la fin des pratiques néfastes et la mise en évidence du rôle des jeunes dans la prise d'actions concrètes pour construire l'Afrique. Il a été l'occasion pour les détenteurs d'obligations travaillant à mettre fin aux pratiques néfastes traditionnelles d'échanger des informations sur les initiatives en cours et de partager les enseignements tirés sur la fin des pratiques néfastes.

IPPF et UA main dans la main pour renforcer l'engagement des jeunes

En collaboration avec la division de la jeunesse au sein de la Direction des femmes, du genre et de la jeunesse (WGYD) de la Commission de l'Union africaine (CUA), l'IPPF a mené par deux (2) campagnes sur les réseaux sociaux pour renforcer l'engagement des jeunes dans les initiatives de plaidoyer visant à promouvoir les droits à la santé sexuelle et reproductive et l'égalité des sexes.

La campagne sur la santé sexuelle a été menée du 3 au 10 septembre 2021. Elle visait à sensibiliser la jeunesse africaine aux cadres/politiques continentaux de santé sexuelle, y compris le harcèlement/l'exploitation sexuelle en ligne. En outre, la campagne a contribué à élargir les connaissances des jeunes sur la corrélation entre le VPH, le VIH et le cancer du col de l'utérus en débattant la Stratégie mondiale pour l'élimination du cancer du col de l'utérus et en suscitant des conversations parmi les jeunes Africains sur l'importance de leur santé sexuelle et de leur bien-être.



Dans le cadre du projet UA/IPPF, l'IPPF a fourni un soutien technique et financier à la CUA pour lancer la campagne continentale sur la santé mentale des jeunes #HowRUFeeling. La campagne visait à capitaliser sur les 3 «A» (Awareness, Attitudes and Actions) pour sensibiliser et informer les jeunes Africains sur la santé mentale et mobiliser le soutien du public pour changer le statu quo autour de la santé mentale en Afrique tout en normalisant les conversations sur la santé mentale sur le continent.

Le Bureau Régional Afrique de l'IPPF, à travers son projet conjoint avec la Commission de l'Union africaine, a facilité la formation aux compétences de plaidoyer et les sessions de partage d'expériences sur le plaidoyer, l'éducation sexuelle complète (ESC) et la santé et les droits sexuels et reproductifs (SDSR) entre le YAB et les réseaux de jeunes des membres de l'IPPF au Togo, au Ghana, en Éthiopie, au Maroc, en Zambie et au Burundi. La formation a également été l'occasion de mettre en lumière les initiatives des jeunes en Afrique qui ont utilisé des solutions technologiques et innovantes pour promouvoir la SDSR et l'éducation à la sexualité.

Les sessions de formation ont fourni des informations utiles de pays spécifiques pour renforcer la participation active et significative à l'élaboration des politiques de SDSR et

les opportunités futures de reproduire ces modèles au niveau national.

Les défenseurs des jeunes appellent à offrir plus d'opportunités

Les défenseurs des jeunes appellent à la fin à offrir plus d'opportunités et de programmes d'apprentissage pour construire et contribuer au développement des défenseurs des jeunes sur les SDSR, et créer une plateforme d'échange durable pour renforcer le travail de plaidoyer aux niveaux national et régional.

Conformément au projet con-joint UA/IPPF, cinq (5) initiatives dirigées par des jeunes de 5 pays africains (Algérie, République démocratique du Congo, Eswa-tini, Ghana, Zambie) seront soutenues techniquement et financièrement. Le soutien vise à fournir les ressources nécessaires pour développer et mettre en œuvre l'initiative de la Stratégie d'accélération nationale (CAS) sur la santé et le bien-être, en particulier sur la santé et les droits sexuels et reproductifs des adolescents et des jeunes (AY SRHR) dans le cadre du projet Packard CUA/IPPF. Les jeunes dirigeront leurs projets nationaux à mettre en œuvre, aidant leurs États membres respectifs à développer et à faire progresser leurs politiques et cadres nationaux en matière de SDSR.

Ritah Anindo Obonyo

Le MAJ Congo veut profiter de la loi MOUEBARA

Par la voix de son point focal national, Bienheureux NKOUKOU, le Mouvement d'Actions des Jeunes entend tirer profit de de la loi MOUEBARA n°19-2022 du 4 mai 2022, portant lutte contre les violences faites aux femmes en République du Congo afin d'amplifier le plaidoyer sur les droits sexuels. Interview.

Quel lien faites-vous entre la loi MOUEBARA et les droits sexuels ?

Il faut souligner que d'une certaine manière, la loi vise le bien-être des femmes et filles. A ce titre, elle est en adéquation avec notre action axée sur la santé sexuelle et reproductive ainsi que le bien-être social.

Comment comptez-vous profiter de cette loi au MAJ ?

Le MAJ a toujours lutté pour la défense des droits en matière de santé sexuelle et reproductive. Cette loi vient comme soutenir nos actions. De ce fait le MAJ tirera profit de cette dernière pour plus faire entendre la voix des

femmes et plaider pour l'insertion de l'éducation sexuelle complète dans le système éducatif au Congo. Et déjà il est présentement important que les jeunes prennent consciences, par exemple, des articles 6, 17 et 21 du titre I de ladite loi qui portent respectivement sur les violences sexuelles, les violences en milieu scolaire et académique et sur les agressions sexuelles qui les concernent par rapport aux droits sexuels.

En quoi l'adoption de cette loi intéresse des acteurs œuvrant pour la SSR comme le MAJ ?

Une des conquêtes de chaque acteur œuvrant dans le social

est de se faire entendre par les différents gouvernements à travers le monde. L'adoption de cette loi intéresse des acteurs comme le MAJ pour le fait qu'elle témoigne la considération qu'accorde notre gouvernement aux OSC et nous rassure encore plus sur la prise en compte de toutes ces situations que nous continuons à clamer.



CHINHAME Juvêncio Al-fredo

Les membres du MAJ Congo à l'œuvre

Les membres du Mouvement d'action des jeunes (Maj) Congo ont fait le terrain pour assurer la promotion de la contraception et sensibiliser sur le Vih/Sida.



Vue des participants à une des sensibilisations

C'était à l'occasion des Journées mondiales de la contraception (le 26 septembre) et de lutte contre le sida (le 1er décembre). Dans les rues et avenues de Brazzaville, sous le patronage de l'Association congolaise pour le bien-être familial (ACBEF), on pouvait re-connaître les jeunes du MAJ parlant du VIH/SIDA et des méthodes contraceptives à leurs pairs.

Selon My-Coeur BAKISSI, « Ces journées permettent de promouvoir les méthodes contraceptives et les comportements adéquats pour une sexualité saine ».

Dans le cadre de ces commémorations, les pairs éducateurs du MAJ Congo ont sensibilisé 3000 personnes sur les dangers du VIH/SIDA et sur la

contraception. Partout où ils sont passés, ces jeunes volontaires ont encouragé leurs pairs à s'orienter vers les centres de dépistage volontaire (CDV) en l'occurrence de la clinique de l'ACBEF, pour un dépistage ano-nyme et volontaire permettant de lutter contre la séro-ignorance.

KOUSSOU MBOUSSI Christian

Droit à la santé sexuelle et reproductive et la planification familiale

Le MAJ-Togo accompagne le gouvernement

Le 02 novembre 2022, la Directrice de cabinet du ministre en charge de la santé, Mme Eugénie AKAPKO Mida-mégbé, a officiellement annoncé la mise en œuvre de nouveaux engagements FP2030 et la célébration de la jour-née mondiale de la contraception. C'était avec le Mouvement d'Action des Jeunes de l'ATBEF qui a joué le rôle de facilitateur par le biais de la Présidente Nationale Hayathe AYÉVA.



Par le biais de sa présidente Nationale, le MAJ TOGO a élaboré les termes de références des différentes réunions de l'équipe de coordination. Cette dernière était chargée d'œuvrer pour la révision des anciens

engagements pris par le TOGO. Prenant la parole au nom des jeunes, la Présidente Nationale du MAJ TOGO a présenté les nouveaux engagements que les jeunes voudraient qu'on applique dans

le pays. Au cours de cette activité, le MAJ a également eu la tâche importante de présenter l'Education Complète à la Sexualité, ses enjeux et son importance.

Y. Jean-Pierre BOUAKA

Kampala favorable aux droits sexuels et opposé aux VBG

En Ouganda, un programme de quatre ans dénommé "2gether 4 SRHR" vise à améliorer la santé et les droits sexuels et reproductifs dans le pays.

L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et ses partenaires soutiennent le gouvernement dans ses initiatives visant à lutter contre les violences basées sur le genre et à offrir un meilleur accès aux services de santé et à l'assistance aux survivants d'abus ou de violences.

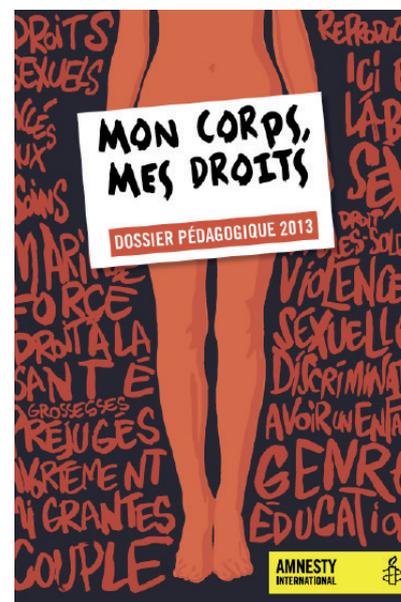
La SSR est mise en œuvre dans huit districts de l'Ouganda pour aider

le gouvernement à créer un environnement juridique et politique favorable qui permette aux gens d'exercer leurs droits sexuels et reproductifs et d'accéder à des services intégrés de qualité pour traiter la santé sexuelle et reproductive, le VIH et les violences basées sur le genre.

Pour sa part, l'OMS a plaidé en faveur de l'inclusion et de la participation des hommes dans l'agenda régional pour la santé reproductive et infantile, et dans le traitement des questions relatives aux

violences basées sur le genre. Les groupes masculins mis en place dans chacun des huit districts cibles du programme visent à accroître la participation des hommes et des garçons aux activités liées à la santé et à la nutrition des femmes, des mères, des nouveau-nés, des enfants et des adolescents, à la lutte contre la violence basée sur le genre et la violence contre les femmes, ainsi qu'à la santé et aux droits sexuels et reproductifs.

ABU HUSEEIN



Maternité précoce

MAJ MALI multiplie les initiatives

Sensibilisation des aides ménagères, formation des jeunes en ligne, caravane sur le fleuve Niger et web TV, les membres du MAJ au Mali tentent tout pour réduire l'impact de la précocité des rapports sexuels chez les adolescentes.

Selon l'enquête démographique au Mali, plus d'un tiers des adolescentes de 15-19 ans (36 %) ont déjà commencé leur vie féconde, 30% sont déjà mères. Au regard de tous ces indicateurs, le MAJ Mali mène plusieurs activités innovantes.

Au nombre de ces activités figure la sensibilisation des femmes ménagères dont l'objectif est d'accroître l'accès des aides ménagères aux informations et aux services sur la santé reproductive et la planification familiale. A Bamako, cette activité se fait la nuit et trois fois dans la semaine.

La formation des adolescents en ligne est axée sur les droits sexuels et à la santé reproductive.

Il s'agit des sessions thématiques d'Éducation Sexuelle Complète via WhatsApp et Facebook de façon hebdomadaire. 15 groupes WhatsApp ont été créés à cet effet en raison de 30 participants par groupe. Chaque module est animé par un(e) spécialiste en santé de la reproduction afin de véhiculer la bonne information sur les thèmes en débat. A ce jour, plus 280 jeunes maliens ont bénéficié de cette E-formation via les réseaux sociaux. Les interventions stratégiques du MAJ-Mali ne se font pas que sur le terrain et en ligne. Régulièrement, les membres du MAJ-Mali se retrouvent en bateau sur le fleuve Niger pour informer sur les droits sexuels et de la santé reproductive les passagers et les riverains des zones difficile d'accès. Au cours de chaque voyage, les bénéficiaires sont édifiés sur la santé sexuelle, la planification familiale et le VIH/SIDA. Déjà,



la caravane SSR sur le Niger a permis de sensibiliser 2000 personnes et distribuer 14000 préservatifs. En plus, 300 personnes ont bénéficié de l'offre de services en planification familiale.

Toutes ces activités sont relayées sur chaîne You-tube de MAJ-Mali (<https://youtu.be/X44CHB5IC9Q>) dédiée aux contenus sur la santé de la reproduction des adolescents et jeunes.

Souleymane MAIGA

Le sacre de PPAG

L'association ghanéenne pour la planification familiale (PPAG) a été reconnue comme un centre d'excellence par l'IPPF.

Le secret de cette distinction honorifique réside dans les services ininterrompus qu'offrent cette association membre de l'IPPF en matière d'informations et de services SDRS pour les jeunes et les personnes vulnérables au Ghana. Cette grande reconnaissance signifie que PPAG dispose d'une expertise et des connaissances exclusives sur la programmation

des actions des jeunes, l'éducation et la prestation de services en matière de SDRS qui peuvent profiter à d'autres organisations de la société civile voulant mettre en place des centres d'excellence.

Email: coe@ppag-gh.org
Website: www.centersofexcellence.net

MAGDALENE Dorto



« NenaNaBinti », la ligne sécurisée pour parler de la sexualité

Au Kenya, les jeunes disposent d'une ligne verte pour aborder tous les sujets en rapport à l'éducation sexuelle.

« NenaNaBinti » est une ligne d'assistance téléphonique gratuite disponible 24h/24 et 7j/7 qui permet aux adolescents et aux jeunes dans leur diversité de pouvoir s'exprimer librement ; rechercher des conseils et un soutien en matière de santé sexuelle et reproductive et être référé à des prestataires de soins de santé formés et à des établissements pour les services et les produits.

NenaNaBinti est une hotline de santé sexuelle conviviale et sans jugement gérée par des conseillers en santé formés. La hotline propose : une éducation à la santé sexuelle par SMS,

la sensibilisation à la télémédecine, au référencement, à la santé sexuelle grâce aux plateformes numériques et au suivi des clients. Elle utilise un modèle psychosocial combiné à un engagement communautaire.

Cette ligne d'assistance est soutenue par des jeunes membres de RHNK qui sont formés et qui sont des points de référence clés de leurs communautés, des comptes de médias sociaux NenaNaBinti, des organisations communautaires et d'autres organisations non gouvernementales qui orientent les clients vers la hotline.

Une fois qu'un client a été référé, les conseillers formés sont chargés d'offrir un soutien et un service en fonction des besoins, soit par

appel, SMS ou chat WhatsApp. C'est également par le biais du numéro sans frais que les clients sont reliés et référés au réseau de fournisseurs RHNK pour d'autres services en fonction des besoins.

La hotline offre un espace sûr aux filles, aux jeunes et aux femmes pour accéder à des informations et à des services vitaux en matière de SDRS où qu'elles se trouvent, y compris depuis leur domicile.

NenaNaBinti a été mise en place en réponse à l'augmentation des cas de violences sexuelles et sexistes pendant le confinement imposé lors de la pandémie à COVID-19.

Sandra Mahoo Jessica




#NenaNaBinti

FREE 0800 211 227

Text 0775 533 117



YENKASA Ghana libère la parole sur la sexualité

Les membres du Mouvement Action Jeunes du Ghana ont mis au point un nouvel espace dédié aux groupes marginalisés et vulnérables pour accéder librement aux informations et aux services de SDR.

Yenkasa (Parlons-en), c'est le nom du centre de contact numérique à travers lequel toutes les personnes peuvent communiquer indépendamment de leur âge, sexe, orientation sexuelle, race, origine, religion ou croyance, statut marital, état physique ou mental, avec des spécialistes en santé sexuelle, des pairs éducateurs formés voire des conseillers ou prestataires de services sur les questions de santé et de droits sexuels et reproductifs (SDSR).

Les sujets de discussion vont de l'avortement à la planification familiale en passant par les contraceptifs, la violence sexuelle et sexiste (SGBV) et les nombreux autres problèmes liés à la SSR.

par jour, preuve que beaucoup de jeunes sont touchés. Les utilisateurs s'expriment librement et en toute confiance sans redouter les regards accusateurs. Un bon nombre de cas de violences sexuelles et sexistes ont été signalés par l'intermédiaire du centre de contact et les références appropriées ont été faites vers les cliniques et hôpitaux affiliés au PPAG et d'autres Unités de soutien aux victimes et de protection sociale.

Pour plus d'informations: WhatsApp Yenkasa sur 0245118228 ou appelez Yenkasa sur la ligne gratuite 0800202010 et demandez tout ce qui concerne votre santé et vos droits sexuels et reproductifs.

Welcome to
Yenkasa
help you can trust!

The trusted source for sexual and reproductive health counselling, information and services for Young People

toll free **0800202010** WhatsApp Only **0245118228**

We await your Call!

A ce jour, Yenkasa permet plus de quatre interactions

MAGDALENE Dorto

MAJ TOGO

une application au service de la santé sexuelle et reproductive

Bénéficiez des services conviviaux en santé sexuelle et reproductive PAR TELECONSULTATION

via **InfoAdoJeunes**

DISPONIBLE SUR **Google Play**

Application mobile par excellence en Santé Sexuelle et de la Reproduction

TELECHARGE GRATUITEMENT l'Application sur ton smartphone

DISPONIBLE SUR **Google Play**

Government of Canada / Gouvernement du Canada

IPPF International Planned Parenthood Federation Africa Regional Office

Renseignements



22 51 06 78



Atbef-Ippf



www.atbeftogo.org

Le Mouvement d'Action des Jeunes du TOGO (MAJ) a lancé avec l'appui de l'Association Togolaise pour le Bien être Familial (ATBEF) l'application «InfoAdoJeune» et le site d'apprentissage sur la santé sexuelle et reproductive «elearningatbef.org».

« InfoAdoJeune » est une application Android disponible sur Google Play Store. Elle fonctionne aussi hors connexion internet et c'est l'un des moyens de vulgarisation des informations sur la santé sexuelle et reproductive et la planification familiale.

L'application est composée de huit onglets de navigation : Téléconsultation, Leçon ESC, Cycle menstruel, Contraception, Forum de discussion, Web TV, Jeux et quiz et l'onglet Ligne verte où les utilisateurs peu-vent poser des questions auxquelles un expert répondra. La conception de l'application s'inscrit

dans le cadre de la deuxième phase du projet «Youth Connect» 2018, initiative dirigée par les jeunes de l'IPPFA visant à combler les lacunes de l'année 2017 sur ledit projet.

Aujourd'hui, pour appuyer les services offerts par l'application, l'ATBEF lance avec la contribution du MAJ un site de formation gratuite sur l'Education sexuelle Complète. Après chaque module de cours, le parti-cipant est soumis à un test de connaissance. Il/Elle a la possibilité d'obtenir une certification à la fin des 14 modules que contient la formation après avoir comptabilisé au moins 50 % des points à la fin de tous les tests.

L'application a pour objectifs de permettre au MAJ d'assurer la visibilité de ses activités et celle de l'ATBEF sur l'Internet et d'aider les jeunes à accéder aux informations sur la DSSR et la PF.



BOUAKA Yawo Jean-Pierre

Ouganda : une radio consacrée à la santé sexuelle et reproductive

Depuis deux ans, les jeunes du MAJ en Ouganda animent une webradio thématique.

La Radio SSR a été créée en 2021 par les membres du MAJ. Et c'est le 1er avril qu'a eu lieu la première émission. Entièrement dédiée à la sensibilisation sur l'éducation sexuelle, cette radio est animée par les pairs éducateurs d'horizon divers. Il s'agit en général des jeunes formés en matière de SSR. C'est le cas de son responsable, Abu Hussein.

Pour ce dernier, Radio SSR est « un média pour les jeunes et par les jeunes ».

L'objectif de cette radio thématique ou éducative est de proposer à la jeunesse d'Afrique et d'ailleurs des informations de qualité sur la sexualité, les infections sexuellement transmissibles ainsi qu'un divertissement sain.

L'application de cette web radio est téléchargeable sur Google play store.

La connexion à cette radio est également possible à travers d'autres applications telles que Radio Garden et Streema.

ABU HUSEEIN

Plaidoyer

Plaidoyer pour prendre en main nos droits

Quel que soit le pays de résidence, les jeunes africains ont le droit de choisir où, quand, comment et avec qui s'engager sexuellement.

Les raisons de l'engagement des membres du MAJ consistent, entre autre, à aider à comprendre que le temps où l'on donnait une fille en mariage ou imposait une femme à un garçon est désormais derrière nous. Certes, il y a des cultures qui résistent au temps. Mais faut-il continuer à infantiliser la jeunesse ? Faut-il continuer à ignorer l'avis des jeunes et bafouer leurs droits ? Nombreux sont encore des pays africains où une fille ne peut pas choisir une méthode contraceptive parce qu'elle n'a pas l'autorisation des parents. Des adolescentes qui se voient refuser une interruption de grossesse sécurisée sont livrées à l'avortement clandestin au risque et au péril de leur vie. Dans plusieurs pays africains, des hommes et des femmes sont victimes de discrimination et stigmatisation en raison de leur orientation sexuelle.

En Afrique, nombreuses sont encore les filles victimes de mariages forcés, de maternité forcée ou précoce, des violences sexuelles (viol, inceste, attouchements sexuels, exploitations sexuelles, détournements des mineures). Les conséquences de ces fléaux sont considérables et favorisent non seulement la féminisation de la pandémie à VIH, le faible taux de scolarisation et d'alphabétisation de la jeune fille, mais elles entravent gravement l'autonomisation ou l'émancipation des filles ainsi que l'égalité de genre.

Le manque de contrôle sur leur corps et leur vie accentue les inégalités chez beaucoup de jeunes africains. Afin de défendre la dignité humaine de ces jeunes, le MAJ interpellent les décideurs politiques sur la nécessité des droits sexuels et reproductifs pour tous. Il s'agit en d'autres termes d'un appel à l'éducation sexuelle complète pour tous.

Sur les décisions qui relèvent du droit à décider ou non d'avoir des enfants et à quel moment, les gouvernements et confessions religieuses ne devaient plus manquer à l'obligation de fournir les informations et les services auxquels leurs citoyens ont droit. La persistance des



Le choix ouvre sur un monde de possibilités



restrictions institutionnelles et des pesanteurs dogmatiques montrent qu'il y a beaucoup à faire.

Cependant, notre espoir entant que MAJ est que si chaque jeune se joint à nous, les gouvernements devront prendre des mesures pour protéger le droit des personnes à décider de ce qui concerne leur corps et leur vie.

MOUYIDI Saira Gumaël

Portrait

JOYCE AYONG

La jeune Camerounaise membre du Conseil d'administration de l'IPPF à moins de 25 ans, elle siège au conseil d'administration de l'IPPF. Une place à l'image de son parcours.



Titulaire d'une licence en administration et gestion des affaires à l'Université de Yaoundé en 2020, Rosa Ayong Tchonang est conseillère et représentante du mouvement d'Action des Jeunes au Bureau exécutif national de l'Association nationale pour le bien-être familial du Cameroun depuis 2013.

Son dynamisme, sa détermination, sa volonté d'apprendre et sa capacité à diriger l'ont hissé haut. En 2021, elle a été nommée membre du sous-groupe anti racisme de l'IPPF par la présidente du conseil d'administration. Bien avant, c'est en 2017 qu'elle a été élue deuxième représentante des jeunes/conseillère au bureau exécutif national. Son dévouement et son engagement lui ont valu en 2020 d'être retenue comme membre du Conseil d'Administration du

Bureau Central de l'IPPF. Depuis lors, elle participe aux réunions et tra-vaux pour l'amélioration des actions des associations membres de l'IPPF et surtout de la défense des droits à la santé sexuelle et reproductive.

Parmi les compétences requises pour le conseil d'administration, Rosa peut mettre en avant sa connaissance du réseautage et de l'action des jeunes, son expérience du plaidoyer et du travail avec le gouvernement, ainsi que de la prestation de services de pair à pair. Pour se motiver, Joyce aime s'inspirer d'une citation de l'écrivain Joshua J. MARINE : « les défis rendent la vie intéressante, les surmonter lui donne un sens ».

NGO MAA Julienne Lucrese

En images, Claudia Lawson, membre du MAJ Ghana lors de la semaine européenne d'action pour les filles à Bruxelles





IPPF International
Planned Parenthood
Federation

Africa Region

BUREAU RÉGIONAL :

Siège : 5e étage Bloc C, Merchant Square, Riverside drive - Nairobi, République du Kenya
Contact : infoar@ippf.org Tél : +254 204 90 90 00

Directrice Régionale : Marie-Evelyne Petrus-Barry

S'UNIR, CONSTRUIRE L'AVENIR

BUREAUX DES ASSOCIATIONS MEMBRES



A.M : Association Congolaise pour le Bien-Être Familial (ACBEF)

Siège : 49, Avenue de la Base _ Batignolles -Moungali, Brazzaville - République du Congo

Contact : acbef@yahoo.fr - acbef.contact@gmail.com Tél :

Présidente Nationale : Pr Yvonne Valerie Yolande VOUMBO MATOUMONA



A.M : Associação Moçambicana para Desenvolvimento da Família (AMODEFA)

Siège : 376 Avenida Tanzania, Maputo, 1100 - République du Mozambique

Contact : informe@amodefa.org.mz Tél :

Président National : M. Marciano MUBAI



A.M : Association Béninoise pour la Promotion de la Famille (ABPF)

Siège : Immeuble AHOSSI, Carré 1471, VEDOKO - B.P. : 1486 - Cotonou, République du Bénin

Contact : abpf@abpf.org Tél : +229 91 53 25 25

Présidente Nationale : Mme Judith MAFFON GBEHINTO



A.M : Planned Parenthood Association of Ghana (PPAG)

Siège : P.O. BOX 5756, Accra - North, Republic of Ghana

Contact : info@ppag-gh.org Tél : (233-302) 310369, 310454

Présidente Nationale : Pr Gideon Leckey Leckson



A.M : Association Togolaise pour le Bien-Être Familial (ATBEF)

Siège : 623, Rue de la Binah, quartier Tokoin-Gbonvie B.P. : 4056

Contact : atbef@siegeatbeto.org Tél : +228 22 23 30 00 / 2 21 41 93

Présidente Nationale : Mme TABIOU Ninko Epse SONHAYA



A.M : Reproductive Health Uganda (RHU)

Siège : P O Box 10746 Kampala, Plot 2 Katago Road – Tufnell Drive, Off Kira road Kamwokya, Kampala

Contact : rhu@rhu.or.ug Tél : +256 (0) 312-207100, (0)414 540658

Présidente Nationale : Hon. Victoria Businge Rusoke



A.M : Cameroon National Association for Family Welfare (CAMNAFAR)

Siège : Rue Ceper - Yaoundé, République du Cameroun

Contact : camnafaw@yahoo.fr Tél : +237 6 96 64 01 03

Président National : Mr Gaston Komba

Mouvement d'Action des Jeunes



Adhérer au Mouvement, sauver l'Avenir